



PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Parçay-Meslay, le

13 03 2019

Unité Départementale d'Indre-et-Loire

Le Directeur Régional

à

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire  
DCPPAT/Bureau de l'environnement  
37925 TOURS Cedex 9

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**  
**de la Société SAREC située à Amboise**

1. Situation administrative
2. Présentation de l'établissement
3. Instruction de la demande
4. Conclusions, avis et propositions

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00  
25-26 rue des Aîles  
ZA n°2 les Aîles  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



## **1. Présentation de la demande**

Par courrier du 26 décembre 2017, Madame la Préfète d'Indre-et-Loire a adressé à l'inspection des installations classées, un dossier de l'établissement SAREC (Société Amboisienne de Récupération) relatif à une demande de mise à jour des rubriques au bénéfice de l'antériorité.

Après analyse du dossier présenté, il a été demandé à l'exploitant d'apporter des compléments et notamment la réactualisation des études d'impact et des dangers.

Le 14 février 2019 l'exploitant a déposé en Préfecture d'Indre-et-Loire les compléments demandés.

## **2. Situation administrative**

### **2.1 Présentation de l'établissement**

Les installations de la société SAREC sont situées 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise. Depuis 1975, elle exerce une activité de collecte, tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux auprès des entreprises, collectivités et particuliers.

- En 1986, suite à un changement d'exploitant, l'entreprise Guy Lenoir devient SAREC.
- En 1995, l'entreprise se diversifie et souhaite réceptionner des déchets de type papiers et cartons.
- En 1997, l'entreprise s'agrandit et décide d'acquérir la parcelle limitrophe n° 1497 permettant une augmentation de surface de 2430 m<sup>2</sup> de la plateforme de stockage.

La société SAREC située au 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise occupe les parcelles cadastrales suivantes :

- Zone F, Parcelle n°1497 : stockage
- Zone F, Parcelle n°1910 : stockage
- Zone F, Parcelle n°1911 : administratif et stockage

La surface totale du site de 5 965 m<sup>2</sup> dont 720 m<sup>2</sup> sont occupés par un bâtiment (couvert et ouvert).

### **2.2 Situation administrative de l'établissement**

Mr Guy LENOIR a fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 11 531 du 6 mars 1978 l'autorisant à exploiter une installation de stockage et d'activité de récupération de déchets de métaux et d'alliage, de résidus métalliques d'objets en métal. En 1986, la société de Monsieur Guy LENOIR est devenue la société SAREC.

La société SAREC a fait l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire n°14 576 du 3 juillet 1996 portant agrément pour l'exercice de l'activité de valorisation de déchets d'emballage.

Le classement de l'entreprise au regard des arrêtés préfectoraux dont elle dispose est le suivant :

Rubrique	Intitulé	Activité	Régime de classement
286	Stockage et activités de récupération de déchets de métaux. La surface étant : supérieure à 50 m <sup>2</sup> .	Métaux en tous genres (ferreux, non ferreux, déchets issus d'automobiles...)  surface non indiquée	A
81 bis	Dépôt de bois, papier, cartons, ou matériaux combustibles analogues. La quantité de matériaux stockés à l'intérieur de l'établissement étant supérieure à 1000 m <sup>3</sup> .	Cartons, papier, bois, plastiques.  surface non indiquée	A

### **3. ÉVOLUTION DE LA NOMENCLATURE DES ICPE**

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799. Le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 a de nouveau modifié certaines rubriques de la nomenclature des Installations classées.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, par son courrier du 14 décembre 2017 puis complété le 14 février 2019, l'exploitant a sollicité une mise à jour de sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques et aux nouveaux seuils de classement introduits et le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité.

En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement précise que les Installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Toutefois, compte-tenu de la vétusté des arrêtés préfectoraux antérieurs et des prescriptions laconiques y étant prescrites, l'Inspection a demandé à l'exploitant la production d'une étude d'impact et d'une étude de dangers afin renforcer les prescriptions techniques au moyen d'un arrêté complémentaire.

### **4. MISE A JOUR DU TABLEAU DE CLASSEMENT DES ICPE DES ÉTABLISSEMENTS**

La situation administrative de l'installation conduit désormais au classement suivant des activités :

Rubrique de la nomenclature des ICPE	Intitulé	Activité	Volumes / Quantités	Régime de classement
2710-1a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :  1. Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :  a) Supérieure ou égale à 7 tonnes.	Apport de batteries et pots catalytiques par des particuliers	23 tonnes	A
2710-2a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :  2. Collecte de déchets non dangereux : le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant :  a) Supérieur ou égal à 300 m³.	Apport de métaux par des particuliers	1435 m³	E

Rubrique de la nomenclature des ICPE	Intitulé	Activité	Volumes / Quantités	Régime de classement
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m<sup>3</sup>.</p>	Cartons, papiers, bois, plastiques	375 m <sup>3</sup>	D
2791-2	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>2. Inférieure à 10t/j.</p>	Découpe de câble issus des DEEE	20Kg/j	DC
2713-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m<sup>2</sup>.</p>	Ferraille, platin, fonte, aluminium, métaux à forte valeur (ex : cuivre, laiton) représentant 30 % de l'activité métaux	220 m <sup>2</sup>	D
1532	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant : – inférieur à 1000 m<sup>3</sup>.</p>	Dépôt de palettes bois (50 palettes de 0,144 m <sup>3</sup> )	10 m <sup>3</sup>	NC
2517	<p>Station de transit de produit minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant : – inférieure à 5000 m<sup>2</sup>.</p>	Transit de gravats	100 m <sup>2</sup>	NC

Rubrique de la nomenclature des ICPE	Intitulé	Activité	Volumes / Quantités	Régime de classement
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719  Le volume susceptible d'être entreposé étant : – inférieur à 100 m³.	DEE type « informatique (unité centrale, écran, clavier,...)	85 m³	NC
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.  1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : – La surface de l'atelier étant inférieure à 2000 m².	Zone de réparation des camions et engins de levage (garage/atelier)	150 m²	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :  2. Pour les autres stockages :  - Inférieure à 50 t au total.	Cuve de 700 litres de GNR (alimentation chariot)	0,59 tonne	NC

## 5. Analyse de l'inspection des installations classées

Afin de prendre connaissance avec le site, une visite d'inspection a été réalisée le 29 mai 2018. Lors de la visite d'inspection, il a été relevé 10 non-conformités, dont 3 de niveau 1 (non-conformité importante et caractérisée par rapport aux prescriptions réglementaires, pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement).

Les non-conformités de niveau 1, relevées lors de la visite d'inspection, sont :

- 1\_ L'installation n'est pas ceinte d'une clôture de manière efficace sur l'ensemble de la périphérie ;
- 2\_ La cuve GNR ainsi que l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ne sont pas sur rétention ;
- 3\_ Il n'existe aucun dispositif de confinement des eaux d'extinction sur l'installation.

Par son courrier du 1<sup>er</sup> octobre 2019, la société SAREC a répondu à l'ensemble des non-conformités à l'exception du point concernant la clôture de l'installation. Ce point sera de nouveau inspecté lors d'une prochaine visite qui sera réalisée en 2019 et est prescrit à l'article 7.2.3 dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

En ce qui concerne le deuxième point, l'exploitant a fourni la facture n° FA36604 du 19/07/2018 de la société « Pro Synergie » pour l'achat d'une cuve à fioul double paroi et la facture n° MERSVBKAZ du 23/07/2018 pour l'achat d'un bac de rétention.

Pour le troisième point, l'exploitant a fourni le devis n° 2018-07181 du 31 juillet 2018 de la société SARL ALLOUARD pour la pose d'une vanne guillotine en sortie du réseau pluvial.

Dès l'obtention de l'arrêté complémentaire, une nouvelle visite d'inspection sera réalisée qui reprendra entre autres les non-conformités de la visite précédente.

La production de l'étude d'impact et de danger a permis avec l'avis du SDIS 37 du 12 novembre 2018 de s'assurer que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement étaient protégés.

Ainsi, l'ensemble des recommandations du SDIS 37 suivantes a été repris dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint :

- remettre en état de fonctionnement le désenfumage existant et désenfumer l'atelier sur la base du 1/200<sup>ème</sup> de la Surface Utile d'ouverture du dispositif d'Evacuation (SUE) \_ article 7.3.1 du projet de l'arrêté préfectoral ci-joint.

- s'assurer que le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement lors d'un sinistre \_ article 7.7.5.1 du projet de l'arrêté préfectoral ci-joint.

## **6. Conclusions, avis et propositions**

Au regard des modifications de la nomenclature des installations classées pour des installations existantes régulièrement autorisées et connues de l'administration, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.513-1 du Code de l'Environnement précitées.

L'inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire de considérer favorablement la demande de mise à jour des rubriques au bénéfice de l'antériorité de Monsieur Ludovic LENOIR, agissant en qualité de Directeur du site de la Société SAREC, pour exploiter une activité de collecte, tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux située au 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise.

Nous proposons donc à Madame la Préfète de fixer les prescriptions additionnelles, que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaires, par arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, dont un projet établi en ce sens figure en annexe du présent rapport et de le soumettre aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).